L'Orient - Le Jour

Jeudi 07 février 2019

Le Liban sollicite des « pays amis » pour financer sa dette

Le Liban a engagé des pourparlers avec plusieurs États alliés pour assurer le financement de sa dette publique, a confié mardi le conseiller spécial du Premier ministre Saad Hariri, Nadim el-Mounla, à Bloomberg, sans toutefois nommer les pays concernés. Ce soutien pourrait prendre la forme de souscriptions à des eurobonds (obligations libanaises en devises) à taux réduits ou de dépôts à terme en devises à la Banque du Liban, a précisé M. Mounla. Le Qatar a déclaré, fin janvier, son intention d'investir 500 millions de dollars dans des obligations libanaises en devises. Quelques jours plus tard, l'Arabie saoudite avait fait savoir, par le biais de son ministre des Finances Mohammad al-Jadaan, son intention de soutenir financièrement le Liban.

« Nous sollicitons activement les pays amis pour nous aider à atténuer, à court terme, la crise à laquelle nous avons été confrontés en raison du retard pris dans la formation du gouvernement », a déclaré M. Mounla avant d'indiquer qu'avec cet argent, le Liban sera en mesure de réduire le coût du service de la dette.

Un tel soutien pourrait aider à dissiper l'inquiétude des investisseurs quant à l'imminence d'une crise financière provoquée par un risque politique accru et des doutes sur sa capacité à rembourser ses dettes. Cela permettrait aussi de donner plus de temps au nouveau gouvernement, formé la semaine dernière après neuf mois de blocage, pour mettre en œuvre les réformes convenues lors de la CEDRE contre un engagement de la communauté internationale à mobiliser près de 11 milliards de dollars pour le financement de projets d'infrastructures au Liban.

Le gouverneur de la BDL, Riad Salamé, avait indiqué le même jour, qu'après la formation du gouvernement, « les cours des eurobonds ont connu à l'international une hausse de 10 % par rapport au prix atteint auparavant ».